Tard, mais finalement justice a été faite.

Par Guillermo Alvarado

Après une attente de plus de 20 ans, le Tribunal Suprême de l'Italie a émis finalement une sentence de prison à vie contre un groupe de militaires répresseurs du Chili et de l'Uruguay, accusés d'enlèvement, de disparition ou d'assassinat de 23 personnes durant le plan Condor.

Les victimes étaient des citoyens chiliens, uruguayens et argentins, tous descendants d'Italiens, raison pour laquelle la justice de ce pays européen a décidé d'ouvrir un procès contre les responsables des crimes, entamée en 1999.

Lorsque le procès a commencé le groupe de répresseurs était beaucoup plus nombreux, mais avec le temps, beaucoup d'entre eux ont décédé, tel qui s'est passé avec des Brésiliens, Paraguayens et Boliviens.

Le verdict contre trois Péruviens, l'ancien président Francisco Morales Bermúdez et les militaires Germán Ruiz Figueroa et Martín Martínez Garay, n'a pas encore été rendu, ce qui veut dire que le procès n'a pas eu de fermeture définitive.

À l'exception de l'ancien Capitaine naval Jorge Troccoli, qui a échappé de l'Uruguay et réside actuellement en Italie, où il sera détenu pour qu'il aille en prison, les autres n'iront certainement pas en prison car ils devraient avant tout être extradés, ce qui représente une démarche trop longue et pas toujours avec succès.

De toutes manières on considère qu'il s'agit d'une condamnation historique.

Troccoli a été aussi sanctionné par la disparition d'environ 20 Uruguayens, enlevés en Argentine.

L'Opération ou plan Condor était une sorte de transnationale du crime, formée par les services secrets des dictatures sud-américaines, telles que celle du Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie, le Pérou et le Brésil qui a compté sur le soutien des États-Unis.

L'objectif était d'éliminer des leaders syndicaux et sociaux, des membres d'organisations politiques et militaires de gauche ou de simples opposants qui étaient détenus dans un pays et transférés de façon clandestine à un autre pour y être torturés et éventuellement exécutés.

L'organisation macabre a commencé à fonctionner en 1968 et elle s'est étendue jusqu'à la fin des années 90 du dernier siècle. Beaucoup de ceux qui ont participé à celle-ci sont morts sans jamais faire face à la justice.

En fait, pas tous les pays concernés ont montré le même intérêt pour faire connaître toute la vérité, tel qui s'est passé au Chili ou au Brésil, où le président Jair Bolsonaro revendique la dictature et les excès commis.

Ceci est le premier procès qui va émettre des condamnations définitives contre le plan Condor en Europe et pour y réussir, l'insistance inlassable des familles des victimes, malgré toutes les difficultés subies, a été essentielle.

Elle a un peu tardé, mais finalement justice a été faite.

Radio Habana Cuba